

NAPLES, 10 JUILLET 1994

Bosnie - Rwanda - Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé aux radios françaises

G7 - Sommet de Naples - Bosnie

Q - Comment se présente le communiqué du Sommet en ce qui concerne la Bosnie ?

R - Une petite précision technique d'abord. Il ne s'agit pas d'un communiqué. C'est une déclaration de la présidence. C'est vrai qu'elle reflète l'état de nos travaux. Il nous reste à nous concerter encore avec la partie russe. A Sept, nous avons adopté une ligne qui nous convient tout à fait, c'est-à-dire qu'elle est très insistante vis-à-vis des deux parties en présence. Elle rappelle la date butoir qui a été fixée à Genève, c'est-à-dire le 19 juillet. Elle appelle aussi bien les Croato-Musulmans que les Serbes à accepter les propositions que nous leur avons faites en soulignant qu'en cas de refus le danger de reprise de la guerre et d'extension des combats serait considérable.

Q - Vous envisagez de vous rendre sur place ?

R - Je pense qu'il faut tout faire maintenant pour convaincre les deux côtés qu'il faut accepter ces propositions parce qu'elles sont équilibrées. Il me semble que les premières réactions des autorités de Sarajevo sont plutôt positives. Je pense qu'il n'est pas inutile que deux grands pays contributeurs de troupes comme la Grande-Bretagne et la France aillent expliquer aux Bosno-Serbes qu'il est de leur intérêt maintenant d'entrer dans le processus et d'accepter cette proposition. C'est ce que nous essaierons de faire mardi et mercredi.

Rwanda - intervention du Premier ministre à l'ONU

Q - Quel est le sens du voyage du Premier ministre demain à New York ? Est-ce que vous y allez également ?

R - Il est d'abord normal que la France rende compte au Conseil de sécurité du déroulement de l'opération Turquoise, puisque nous avons un mandat des Nations unies pour mener cette opération. En second lieu, le Premier ministre sensibilisera le Conseil de sécurité sur deux urgences. La première, c'est l'organisation de la relève sur le terrain. Nous l'avons toujours dit : Turquoise s'achèvera fin juillet début août. Donc, il est important que les contingents de la MINUAR, comme on dit, la force des Nations unies pour le Rwanda, se déploient sur le terrain pour prendre la relève. Deuxième urgence, c'est l'assistance humanitaire. Il y a maintenant plus d'un million de réfugiés dans la zone de sûreté que nous sécurisons. Nous ne pouvons pas à nous tout seuls approvisionner cette population. Il faut 500 tonnes de vivres et de médicaments par jour. J'ai déjà sensibilisé les organisations humanitaires en les réunissant à Paris il y a 48 heures. Et le Premier ministre souhaite mobiliser les agences des Nations unies, le programme alimentaire mondial, le HCR, le Haut Commissariat aux Réfugiés, etc., pour qu'ils nous aident à faire face à ce

qui est sans doute, à l'heure où nous parlons, la plus grande catastrophe humanitaire que connaît la planète.

Relais des forces françaises par la MINUAR II - nécessité d'une mobilisation humanitaire

Q - Quels sont les contingents qui vont arriver sur zone ?

R - Les choses se mettent en place progressivement. Nous savons en particulier qu'un contingent ghanéen important devrait arriver mi-juillet. D'autres pays sont en train de préciser leurs offres. Il y a sur le papier les 5 000 hommes nécessaires. Ce qui manque, ce sont les équipements, l'entraînement et les moyens de transport. Il faut que certains pays qui ne veulent pas envoyer de troupes et qui sont des pays riches, puissent participer à l'aspect logistique des opérations.

Q - Le G7 a changé quelque chose sur ce point ?

R - Nous avons enregistré de la part de tous nos partenaires un engagement sur les trois points qui nous intéressent, à savoir : un appel au cessez-le-feu et à la reprise du dialogue politique. Le FPR a fait savoir que tel était son objectif, nous nous en réjouissons. Deuxièmement un appel à l'accélération du déploiement de la force des Nations unies, et ça c'est très positif. Et troisièmement, un appel à une mobilisation humanitaire. C'est également, ce nous souhaitons. Donc les orientations prises par le G7 et qui, je l'espère, seront confirmées à Huit aujourd'hui vont tout-à-fait dans la direction souhaitée par la France.

NAPLES, 10 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France Télévision

Bosnie - négociations de Genève

Q - Monsieur le ministre, on reprend les trois points principaux de cette déclaration sur laquelle vous avez travaillé avec vos collègues. Et donc la Bosnie d'abord.

R - Notre message est très clair sur le Bosnie. Nous disons aux deux parties en présence, c'est-à-dire à la Fédération croato-musulmane d'un côté et aux Serbes de l'autre, qu'il faut accepter le plan qui leur a été proposé à Genève par les Européens, les Russes et les Américains. Et nous insistons vivement sur l'urgence de conclure. Une date butoir a été fixée, c'est celle du 19 juillet. Je crois que l'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement sera très utile.

Q - Est-ce que vous avez le sentiment que les protagonistes sont prêts à accepter ce règlement ? Jusqu'à présent, ils ont tergiversé.

R - Ils ont souvent tergiversé. Vous avez raison de le dire. Il semble que du côté de la Fédération croato-musulmane l'accueil soit plutôt positif. Le Président Izetbegovic et le Premier ministre Silajdzic ont indiqué qu'ils recommanderaient l'adoption de ce plan. Du côté des Bosno-Serbes en revanche, les réticences semblent plus fortes. C'est la raison pour laquelle, avec mon